

Unité inter-départementale
de la Haute-Garonne et de l'Ariège
4 avenue Didier Daurat - CS 40 331
31776 COLOMIERS cedex

COLOMIERS, le 8 mars 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/02/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Fibre Excellence Saint-Gaudens

Rue du Président Saragat
BP 202
31800 Saint-Gaudens

Références : CD/2023/200
Code AIOT : 0006802548

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/02/2023 dans l'établissement Fibre Excellence Saint-Gaudens implanté Rue du Président Saragat 31800 Saint-Gaudens. L'inspection a été annoncée le 27/02/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente inspection s'inscrit dans le cadre de l'activation, par la société Fibre Excellence Saint-Gaudens, de son Plan d'Opération Interne [POI] le 27 février 2023 à 17 h 15. Le POI a été déclenché en raison d'un feu couvant suspecté au niveau de la trémie à copeaux de bois qui alimente son unité de production de pâte à papier.

L'alerte a été donnée après que des opérateurs ont entendu une explosion au sommet de cette trémie. Ils ont également constaté le déplacement d'un caillebotis et l'émission de vapeur dense au niveau de l'évent de la trémie, ainsi qu'au sommet de la grande bande d'alimentation en copeaux de la trémie.

À la suite du déclenchement du POI, la production du site a été mise à l'arrêt. Avec l'appui technique des sapeurs-pompiers du SDIS 31, l'exploitant a défini une stratégie d'intervention consistant à arroser les copeaux présents dans la trémie puis à les évacuer vers des installations du process de fabrication de la pâte à papier.

Le POI a été levé dans la nuit à 01 h 50, du fait de la baisse de température et de la grande quantité d'eau injectée.

Les capteurs de l'usine n'ont détecté aucun risque toxique dans l'air. L'événement n'a pas eu de conséquences sur le personnel.

Suite à cet événement, l'inspection a mené une visite de contrôle à chaud, le 28 février 2023, visant à évaluer la situation des installations impliquées dans l'événement, ainsi que les actions prévues par Fibre Excellence Saint-Gaudens pour le redémarrage de la production de pâte à papier.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Fibre Excellence Saint-Gaudens
- Rue du Président Saragat 31800 Saint-Gaudens
- Code AIOT : 0006802548
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

Le site produit, selon le procédé dit « Kraft », de la pâte à papier blanchie fabriquée à partir de bois feuillus et résineux.

Le site relève du régime de l'autorisation environnementale notamment pour la production de pâte à papier.

Lors de l'inspection, objet du présent rapport, la visite de terrain a porté sur les installations suivantes : trémie à copeaux de bois, séparateur et stockage d'essences de térébenthine, salle de contrôle de l'atelier "Ligne de Fibres", bassins de stockage des eaux susceptibles d'être polluées.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- visite réactive suite à incident

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Maîtrise des procédés	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	/	Sans objet
2	Eaux d'extinction	AP Complémentaire du 09/06/2009, article 2.710.2	/	Sans objet
3	Rapport d'accident	Autre du 24/09/2020, article R. 512-69	/	Sans objet
4	Gestion des situations d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 de l'annexe I	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort de la visite que l'événement, survenu le 27 février 2023, n'a eu ni conséquence environnementale, ni conséquence sur le personnel, ni conséquences matérielles visibles. Il n'a pas impliqué de substance classant le site SEVESO.

Un rapport d'incident a été transmis par l'exploitant. Des compléments ont été demandés par l'inspection. Selon les premiers éléments remis, les investigations menées par l'exploitant après l'incident montrent qu'il n'y a pas eu d'incendie à l'intérieur de la trémie à copeaux de bois.

Par ailleurs, la visite a conduit l'inspection à demander à l'exploitant de mettre à jour le POI, afin de prendre en compte le cas d'un feu dans la trémie et de tenir compte du retour d'expérience de l'événement du 27 février 2023.

Enfin, des observations ont également été formulées, lors de la visite de terrain, sur les installations mettant en œuvre de la térébenthine, au regard des éléments contenus dans l'étude de dangers. Ces observations seront à prendre en compte lors du réexamen de l'étude de dangers.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Maîtrise des procédés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47
Thème(s) : Risques accidentels, Maîtrise des procédés
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences.</p> <p>Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation.</p> <p>Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels.</p>
<p>Constats : Lors de la visite, l'inspection a pu constater de visu que les installations de production de la pâte à papier étaient à l'arrêt.</p> <p>La trémie impliquée dans l'événement du 27 février 2023, est située au niveau du bâtiment abritant l'atelier de production de la pâte à papier (atelier "Ligne de Fibres"). La structure de ce bâtiment est en béton. Les deux tiers de la trémie dépassent du toit terrasse du bâtiment. Lors de la visite, l'inspection a pu accéder à proximité de la trémie, pour sa partie dépassant le toit terrasse. Il n'a pas été observé de dommages matériels visibles de la trémie ni des installations situées dans son environnement.</p> <p>L'inspection n'a pas pu accéder à proximité de la partie inférieure de la trémie située dans le bâtiment, car des opérations de maintenance étaient en cours. Néanmoins, elle a pu constater de visu, via des trappes ouvertes sur la trémie, l'état de l'intérieur de la trémie sur sa partie basse. Il n'a pas été constaté de dommages matériels visibles. Quelques copeaux étaient encore présents au fond de la trémie. Il n'a pas été constaté de traces de combustion. Il a été observé de la fumée blanche (comme peut l'être la vapeur d'eau) se dégageant des copeaux.</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a indiqué que suite à l'incident, des opérations de vérifications vont être réalisées au niveau de la trémie et des installations du process de production de pâte à papier situées en aval de la trémie. Ces vérifications vont être menées par le service en charge de la maintenance, ainsi que par le Service d'Inspection Reconnu du site.</p> <p>L'inspection a également pu accéder au séparateur et au stockage d'essences de térébenthine. Ces installations sont situées en dehors du bâtiment "Ligne de Fibres". Elles ne sont donc pas directement à l'aplomb de la trémie.</p> <p>Le stockage de térébenthine dispose d'une rétention et est protégé par des moyens de lutte contre l'incendie qui ont été activés lors de l'incident, afin d'assurer une protection du stockage. Le séparateur de térébenthine dispose également d'une rétention. L'inspection n'a pas observé d'anomalie sur le séparateur ni sur le stockage de térébenthine.</p>
<p>Observations : L'étude de dangers comporte un examen des risques associés aux installations de transfert et de stockage d'essences de térébenthine.</p> <p>Les constats visuels réalisés par l'inspection lors de la visite, l'ont amené à formuler des observations sur le séparateur de térébenthine et les risques associés, au regard des éléments contenus dans l'étude de dangers. Ces observations seront à prendre en compte lors du réexamen de l'étude de dangers du site.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Eaux d'extinction

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/06/2009, article 2.710.2
Thème(s) : Risques accidentels, Eaux d'extinction
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à la station d'épuration ainsi qu'à 2 bassins de confinement (bassin tampon Nord et bassin tampon Sud) étanches aux produits collectés. La capacité minimale est de 15 000 m3 avant rejet vers le milieu naturel. La vidange suivra les principes imposés par les prescriptions traitant des eaux pluviales susceptibles d'être polluées. [...]
Constats : Lors de l'incident, la stratégie d'intervention définie par l'exploitant, avec l'appui technique des sapeurs-pompiers du SDIS 31, a consisté à déployer les moyens disponibles sur le site pour envoyer de l'eau dans la trémie et abaisser ainsi la température des copeaux. Le contenu de la trémie a ensuite été vidangé vers des installations du process de fabrication de la pâte à papier, en aval de la trémie. Selon l'exploitant, l'eau envoyée dans la trémie a été évacuée au fur et à mesure de l'arrosage, via l'ouverture de purges en partie basse d'une manchette située sous la trémie. Durant l'incident, le niveau d'eau dans la manchette a été suivi pour vérifier l'absence de surcharge de la trémie. L'eau ainsi purgée a été envoyée vers les 2 bassins de confinement du site. Une partie de l'eau de ces bassins a, ensuite, été envoyée vers la station d'épuration du site. Lors de la visite, l'inspection a pu constater de visu que les 2 bassins de confinement étaient remplis. Elle n'a pas observé de traces de débordement de ces bassins. L'inspection n'a également pas constaté d'eau en rez-de-chaussée du bâtiment "Ligne de Fibres".
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Rapport d'accident

Référence réglementaire : Autre du 24/09/2020, article R. 512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Rapport d'accident
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.
Constats : Un rapport d'incident a été transmis par l'exploitant le 02 mars 2023. Ce rapport précise la chronologie des événements, décrit les installations impliquées et situe les stockages de produits dangereux les plus proches par rapport à la trémie à copeaux de bois. Selon ce rapport, l'incident n'a eu aucune conséquence sur les personnes et l'environnement et il a entraîné un arrêt de la production durant 5 jours. Le rapport présente une analyse des causes possibles de l'incident et les mesures retenues pour éviter un incident similaire. Ce rapport a donné lieu à des observations de la part de l'inspection qui ont été transmises à l'exploitant.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Gestion des situations d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 de l'annexe I
Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'Opération Interne [POI]
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : En cohérence avec les procédures du point 2 (Identification et évaluation des risques d'accidents majeurs) et du point 3 (Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation), des procédures sont mises en œuvre pour la gestion des situations d'urgence. Leur articulation avec les plans d'opération interne prévus à l'article L. 515-41 du code de l'environnement est assurée. [...]
Constats : En raison d'un feu couvant suspecté au niveau de la trémie à copeaux de bois qui alimente l'unité de production de pâte à papier, le Plan d'Opération Interne [POI] du site a été activé le 27 février 2023. Selon les informations recueillies lors de la visite, le schéma d'alerte a été mis en œuvre. Les sapeurs-pompiers du SDIS 31 sont arrivés peu de temps après qu'ils ont été alertés par l'exploitant.
Observations : Le cas d'un feu couvant dans la trémie n'est pas abordé dans le POI. Les vérifications réalisées par l'exploitant suite à l'incident, n'ont pas confirmé qu'un feu couvant a eu lieu dans la trémie le 27 février 2023. Au regard des éléments du rapport d'incident remis par l'exploitant, il semble qu'un départ de feu dans la trémie soit un phénomène physiquement possible au niveau de la trémie. Le POI mérite donc d'être mis à jour afin de prendre en compte le cas d'un feu dans la trémie et de tenir compte du retour d'expérience de l'événement du 27 février 2023. Par ailleurs, les constats visuels réalisés par l'inspection, lors de la visite, l'ont amenée à formuler une observation sur la gestion d'un éventuel feu de trémie à copeaux de bois.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet